

LA NATION

journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 2.50 francs. Abonnement annuel: 69 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 30 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

Les courriers des lecteurs de journaux nous proposent chaque jour des avis définitifs sur le conflit du Moyen Orient. Chacun démontre avec une logique impeccable que c'est la faute à Israël, à la Palestine, au Liban, au Hezbollah, à la Syrie, à l'Iran ou aux Etats-Unis. Droit du premier occupant, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, droit international, droits de l'homme, Terre promise, défense de la chrétienté, «intérêts vitaux» américains, sécurité territoriale, lutte antiterroriste, géopolitique anti-islamique: autant de critères dont chacun est censé fonder un jugement décisif!

Les uns voient dans la politique d'Israël une continuation de la quête de la Terre promise et approuvent tous ses actes par principe. D'autres, parmi lesquels des Juifs orthodoxes, estiment que le temps du retour n'est pas venu et que l'Etat laïque d'Israël est une anomalie historique et religieuse. Certaines lettres révèlent entre les lignes les préjugés antisémites ou philosémites de leurs auteurs.

Quelques-uns sont allés en Israël, en Palestine ou au Liban et tirent d'un spectacle d'horreur auquel ils ont personnellement assisté un motif définitif de condamner l'Etat, la religion ou l'idéologie qui inspire son auteur. C'est la première émotion qui oriente notre jugement politique. Même l'émotion littéraire: selon qu'on lit d'abord «La Tour d'Ezra» d'Arthur Koestler ou «Lettre à un ami juif» d'Ibrahim Souss, deux écrivains pourtant modérés et sensibles au point de vue opposé, on prend parti pour l'un ou l'autre côté. Et c'est de son point de vue qu'on aborde l'histoire et l'actualité, trouvant facilement dans les événements des cinquante-huit dernières années de quoi prouver à quel point ceux qu'on juge bons sont bons et leurs adversaires, méchants.

Le débat est traversé de passions, et l'article sur la victoire médiatique du Hezbollah de M. de Araujo¹, ciblé et mesuré, nous a valu un certain nombre de réactions hostiles, et quelques autres approbatrices.

Tous divergent sur le coupable et les voies et moyens de la paix, mais tous s'accordent sur un point: il est possible de désigner le responsable et, avec un peu de bonne volonté, de faire la paix. Ce n'est pas notre avis.

On peut tenir pour certain qu'une bonne partie des familles juives, palestiniennes et libanaises désirent que la paix règne pour pouvoir s'occuper de leurs affaires, élever leurs enfants, vivre, travailler et prier en toute tranquillité. Mais les mécanismes qui engendrent et prolongent la guerre ont leur vie propre. Ils jouent dans le temps long et à une grande profondeur, orientant passions populaires et décisions politiques sans tenir compte des désirs individuels, même largement répandus.

A l'origine, il s'agit d'un affrontement entre deux entités (et même plus, Eretz Israël, le «Grand Israël», mordant en doctrine sur le Liban et la Syrie) affirmant des prétentions incompatibles sur le même territoire. Mais il ne suffit pas de remonter à l'origine pour expliquer le présent. Le temps modifie les choses. Chaque guerre israélo-arabe – six depuis

1948, plus deux *intifada* – chaque annexion, chaque déplacement de population, chaque expulsion, chaque acte terroriste, individuel ou d'Etat, contribue à revisiter les motifs d'origine, à les enfler, à les déformer. Les affrontements, catastrophiques ou glorieux selon le côté, laissent des traces profondes dans la psychologie collective. Avec le temps, ils se transforment en mythes et inspirent à chaque camp une rhétorique tantôt conquérante tantôt victimaire qui étouffe la réflexion. La religion et le nationalisme se portent mutuellement à l'incandescence. La haine devient un mode ordinaire de relation humaine. Chacun est éduqué à attendre le pire de l'autre. Tout devient permis.

Le rôle du politique devrait être de réintroduire la raison et un certain sentiment du relatif dans la population. C'est le contraire qui se passe dans ces trois pays où les chefs politiques sont constamment menacés par un changement de majorité, un coup d'Etat ou un assassinat. La précarité du pouvoir induit presque inévitablement ceux qui le détiennent à attiser les haines et les craintes de la population contre l'ennemi, dans le double but de fédérer les composantes du pays et de cimenter leur propre pouvoir par la passion partagée.

Même quand les négociateurs, comme on l'a vu à Camp David en 2000, arrivent à bout touchant, les mécanismes conduisant à la confrontation subsistent en arrière-fond et fragilisent toute négociation et tout accord. Chaque diplomate palabre en sachant que l'Etat qu'il représente peut en tout temps défaire ce qu'il a fait et violer le traité qu'il aura signé. A certains moments, la moindre concession en vue de la paix est considérée, à l'intérieur, comme une trahison, à l'extérieur, comme une capitulation. De là une tendance de chaque partie à ne vouloir signer qu'un traité parfait, c'est-à-dire satisfaisant à toutes ses exigences.

Il arrive que l'on puisse enrayer ces mécanismes mortifères: la visite d'Anouar el Sadate à Menahem Begin en 1978, les relations qu'ils nouèrent à cette occasion réconcilièrent l'Egypte et Israël pour bientôt trente ans. Mais c'étaient des êtres d'exception, dans une situation exceptionnelle. Et puis, l'Egypte est le seul voisin d'Israël qui ait une réelle tradition étatique. Il est plus facile de traiter avec des Etats de longue date.

Car l'ordre international est un ordre au second degré. Il n'est possible qu'entre des Etats plus ou moins sûrs d'eux-mêmes et de leur existence. Ce n'est pas le cas des protagonistes du conflit. Le mur de protection de 650 km entre Israël et la Cisjordanie donne le sentiment que l'Etat hébreux a perdu cette invincible sûreté de lui-même qui lui a permis de défier victorieusement ses grands voisins. La population juive connaît aussi, par rapport aux populations arabes, un déficit démographique qui, s'il se prolonge, pourrait lui être fatal. Enfin, le système politique israélien divise les forces vives du pays au-delà du raisonnable, même pour un démocrate convaincu. Néanmoins, la nostalgie récurrente du «grand Israël» ne rend pas absurde

d'imaginer, parallèlement à cette faiblesse, et peut-être pour la compenser, une nouvelle poussée conquérante.

Le Liban, qui représenta durant un temps un miracle politique de cohabitation, est aujourd'hui déchiré en diverses communautés, religieuses, ethnico-religieuses, idéologiques, elles-mêmes divisées en groupes prêts à s'entre-tuer. Chacun de ces groupes relate plus ou moins fortement des influences extérieures, de la Syrie, de l'Iran, de l'Arabie saoudite, de la France ou des Etats-Unis. La longue occupation syrienne, le meurtre de nombreuses personnalités politiques, la guerre dans le Sud y ont causé des ravages physiques et moraux. Le Liban, «Etat au conditionnel» selon le mot de Georges Corm², est devenu un vide politique qui ne peut qu'attirer l'invasisseur. Pour les uns, le «Sud», qui s'étend à l'occasion jusqu'à Beyrouth, constitue une base opérationnelle, pour les autres, c'est un *no man's land* à occuper ou, à défaut, à bombarder pour empêcher les autres de l'occuper.

La Palestine, c'est-à-dire la Cisjordanie plus Gaza, est divisée en zones aux statuts politiques divers, de l'autonomie complète à la subordination aux forces israéliennes de sécurité en passant par un régime mixte. Elle est mouchetée de plus de cent cinquante colonies juives, officielles ou sauvages. Les Palestiniens forment un peuple déstructuré que leurs autorités, toujours fragiles et provisoires, peinent à constituer en Etat. Là encore, les engagements d'un homme politique ne valent que pour le temps où il est au pouvoir, et encore.

La Palestine est aussi un canal de la poussée islamique. L'islamisme décentre le problème politique palestinien pour en faire un cas particulier de la guerre opposant Israël et la «nation arabe», selon la formule de Nasser. Les autorités palestiniennes ont-elles la capacité de s'opposer aux pressions islamiques? Sont-elles au contraire disposées à jouer un rôle d'avant-garde dans une guerre sainte? Trop de chefs arabes ont trop souvent annoncé leur volonté d'ancêtre l'Etat d'Israël pour que celui-ci soit rassuré par la signature d'un traité.

Quant aux Etats voisins, ils trament leurs propres plans, mêlant le nationalisme et l'Islam au gré de leurs intérêts et de ceux des familles au pouvoir.

Le Hezbollah est dans ce désordre multiforme comme un poisson dans l'eau. Il joue sur plusieurs tableaux: il a ses représentants au parlement libanais, il cultive ses relations extérieures notamment syriennes et iraniennes qui l'approvisionnent en armes, il se sert des rancœurs palestiniennes et ne craint pas de prendre jusqu'aux villageois du Sud Liban en otage. De plus, il sait comment faire passer son message et a réussi à retourner l'émotivité occidentale, longtemps plutôt favorable à Israël, en sa faveur.

Comment avoir une vue politiquement cohérente d'un tel désordre et qui plus est d'un désordre qui ne cesse de croître? Et comment concevoir une solution cohérente sans vision cohérente? On ne peut y pré-

tendre qu'en oubliant ou niant une partie de la réalité. Et c'est pourquoi les solutions globales les mieux étayées restent des solutions partielles suscitant la contestation enflammée de ceux qui sont sensibles à cette partie de la réalité qu'elles oublient ou nient.

C'est l'illustration brutale de cette vérité qu'il n'y a pour un gouvernement pas de point de vue supérieur au bien commun du pays dont il a la charge. Dans une situation plus ou moins pacifiée, le bien commun inclut tout naturellement de bonnes relations avec les autres Etats. C'est ce qu'on appelle la paix internationale. Mais les liens de la paix internationale ne sont que des prolongements heureux du bien commun national, qui reste la finalité ultime de la politique. Faute d'une autorité supérieure reconnue qui pourrait garantir cette paix, au besoin par la force, faute d'une autorité morale qui assurerait une certaine unité entre les nations concernées, la paix internationale reste un bien fragile et peu maîtrisé, une paix par absence de guerre.

Ainsi, le drame du Moyen Orient ne pose pas une question – cette fameuse question à laquelle tous les correspondants de *Monsieur le Rédacteur* ont une réponse – mais au moins trois: les circonstances et les personnes étant ce qu'elles sont, le gouvernement d'Israël fait-il le mieux pour le maintien à long terme de l'Etat d'Israël? L'Autorité palestinienne fait-elle le mieux pour faire de la Palestine un Etat vivable? L'Etat libanais fait-il le mieux pour éviter que le morcellement à plusieurs niveaux du Liban n'engendre sa dislocation pure et simple?

C'est à la question qui se pose à lui que le gouvernement de chaque pays doit répondre, pas davantage. Et il ne doit en répondre ni devant l'ONU ni devant la chimère de l'«opinion mondiale», mais devant lui-même et son peuple. Et si on désire le juger – et faire connaître son jugement aux lecteurs de *Monsieur le Rédacteur* –, et pour autant qu'on dispose des connaissances nécessaires pour le faire, qu'on juge chaque gouvernement sur le seul critère du bien commun de son pays. Et qu'on accepte – incohérence logique découlant logiquement de l'incohérence de la situation – l'éventualité que les trois réponses puissent être à la fois positives et contradictoires.

OLIVIER DELACRÉTAZ

¹ «La victoire médiatique du Hezbollah», *La Nation* N° 1797 du 10 novembre 2006.

² *Le Liban contemporain, Histoire et société*, La Découverte/Poche, Paris, 2005.

³ On pense évidemment au conflit du Beagle concernant trois îles sur lesquelles l'Argentine et le Chili prétendaient tous deux à la souveraineté. Au seuil de la guerre, ils furent arrêtés par la médiation du pape Jean-Paul II. Un traité fut signé à Rome en 1985, qui établissait la souveraineté du Chili sur ces îles. Il est vrai que le *casus belli* était moins central qu'au Moyen Orient. Et le gouvernement d'un pays catholique peut reconnaître l'autorité du souverain Pontife sans que son autorité soit atteinte. En l'occurrence on ne voit pas qui pourrait jouer un rôle analogue à celui du pape.

Maurras entre la lumière et l'ombre

Il est au fond assez étrange, en tout cas inattendu, que je doive à une Sœur de Saint-Loup d'être tombé sur un remarquable commentaire d'un gros ouvrage consacré à Charles Maurras¹, commentaire paru dans la revue *Choisir* de novembre 2006, sous la plume de Gérard Joulie. Manifestement, Stéphane Giocanti n'est pas seulement un familier de la pensée et de l'œuvre de Maurras, mais il a eu accès à des sources jusqu'ici méconnues, lettres, petits billets, cartes postales, conversations, qui lui ont permis de présenter un portrait extraordinairement vivant de Maurras, dans sa carrière, ses œuvres et ses chefs-d'œuvre, ses luttes, ses passions, ses amours, mais aussi ses outrances et ses erreurs.

La jeunesse, la surdité, le félibrige fédéraliste

Charles Maurras est né le 20 avril 1868, 13, quai Saint-Sébastien, à Martignes, d'une mère pieuse et plutôt conservatrice, et d'un père un peu libéral sur les bords. Il est resté toute sa vie fidèle à sa Provence natale et à Martignes – au point qu'à Paris on l'appelait le Martégal –, un peu à la manière de Cézanne, nom qui d'ailleurs assez curieusement ne se trouve jamais sous sa plume. Sa surdité, apparue définitivement pendant une leçon de mathématiques au collège d'Aix, engage sa mère à le confier à l'Abbé Penon, précepteur éminent et perspicace, qui le suivit fidèlement et l'encouragea efficacement dans les débuts de sa carrière littéraire à Paris, quand bien même il fut le témoin affligé et même indigné des désordres spirituels de son pupille et de son abandon de la foi catholique. Giocanti suggère que la lecture de Pascal, conseillée par l'Abbé, sa résignation à la souffrance, ainsi que la mortification de la surdité ont contribué à cet abandon, à un désarroi qui a mené le jeune Charles jusqu'à une tentative de suicide. Heureusement la cravate a lâché. Mais cet épisode l'a marqué au point qu'il lui fallut le sublimer dans la fiction littéraire², Yukio Mishima avant la lettre.

D'abord amoureux fou de la poésie de Musset, il voue très tôt un culte à Dante, puis à Frédéric Mistral qu'il lit dans le texte. On ne dira jamais assez tout ce que ces deux hommes se doivent réciproquement en dépit de leurs divergences de pensée. Il adhère dès son arrivée à Paris à l'association du Félibrige qui, fondée en 1854 par sept poètes, s'est donnée pour tâche d'assurer, dans chaque « maintenance » du Midi, le développement de la langue et de la littérature provençales. Et c'est par le détour d'une Provence illustrée par les félibres fédéralistes qu'il est amené peu à peu à élaborer sa philosophie politique qui est d'abord fédéraliste, avant même d'être nationaliste, avant même d'être royaliste. Sa collaboration à la *Réforme sociale* l'engage parallèlement sur les chemins de la critique de l'individualisme révolutionnaire et, bien sûr, de la doctrine corporatiste prônée par les encycliques papales. Il écrit en 1889 (il a donc vingt-et-un ans): « *Les historiens officiels terminent en 1789 la période de l'asservissement des Français. Ils ouvrent à 1789 la période de leur liberté. Si j'en juge par les fastes de notre république municipale, il nous faut renverser cette proposition. L'histoire officielle ment. La liberté concrète fut pour nous dans l'Ancien Régime et la servitude concrète date du Nouveau. Depuis l'an VIII nous ne sommes plus citoyens, nous sommes administrés.* »³

Un poète et un grand polémiste

Assez rapidement, il se fait un nom dans les milieux littéraires parisiens, étant tôt considéré comme la muse provençale, comme le fils de Mistral dans son propre pays du Midi. Il collabore à diverses revues, fréquente cafés et salons littéraires, et « court la gueuse » avec ses amis félibréens, trouvant dans telles maisons closes un accueil qui suspend quelque peu, dit-il, le sentiment de son infirmité.

Le 21 juin 1891, c'est le coup d'éclat littéraire: il publie un pamphlet retentissant dans *l'Événement*, « Barbares et Romains », diatribe violente où il oppose « la beauté qui ceint les murailles d'Athènes » aux « diableries » de la littérature vague et brumeuse du Nord. Il s'affirme dès lors, avec Jean Moréas, comme le chef de file de l'École Romane⁴ qu'il rapproche des félibres, et, polémiste de grand style, tient tête aux attaques de l'aile anarchiste du symbolisme.

Paul Valéry lui-même ne cache pas son admiration pour le jeune Maurras et son compagnon d'armes La Tailhède. Il ne s'agit pas seulement ici d'une école de poésie, ou d'une nouvelle querelle des Anciens et des Modernes. Le Félibrige, Maurras en tête, veut affirmer non seulement la valeur, le génie des parlers d'Oc, mais plus encore et au-delà, son horreur de la centralisation républicaine, la grandeur des anciennes provinces sacrifiées au nom de l'idéologie révolutionnaire. C'est là le contenu de la *Déclaration des félibriges fédéralistes* qui marque bien, dit Giocanti, l'entrée de Maurras en politique. Mais c'est une entrée par la plume, certes une plume brillante et féconde, mais qui ne paraît accompagner aucun projet, aucune initiative sur le terrain des institutions. Il va célébrer et avec acharnement la France profonde en ses provinces, en particulier dans *La Gazette de France* et dans la *Revue encyclopédique Larousse* où il tient une importante chronique littéraire.

1894. Maurice Barrès offre à Maurras, qui finit par accepter, un poste de rédacteur régulier au journal *La Cocarde* qu'il vient de reprendre, et qui disparaîtra au bout de deux ans à peine. Sur la soixantaine d'articles qu'il y livrera, au début de l'affaire Dreyfus, Maurras n'y consacra qu'un seul où son nationalisme xénophobe s'affirme contre ces Juifs qui, comme les protestants et les francs-maçons, sont, qu'on le veuille ou non et malgré toutes leurs qualités, « des agents de la décomposition sociale ». Il n'y a donc pas là de véridible haine raciale, mais plutôt une vision de l'unité de la France qui exclut tous ceux qui sont ou qui pourraient être des ferments de désunion. Il n'a pas de mot pour stigmatiser l'individualisme protestant auquel il attribue la paternité de l'esprit révolutionnaire de 1789. C'est dans le même temps que paraît *Le Chemin de Paradis*, ensemble de contes philosophiques dédiés l'un après l'autre à ses meilleurs compagnons de plume, pour les deux derniers à Anatole France et à Frédéric Mistral, ses maîtres. Giocanti commente: « Le Chemin de Paradis eût été différent sans l'influence d'Anatole France. Mais la reconnaissance du maître se justifie surtout, d'une poésie, d'une rhétorique et d'un allégorisme souverains, quoique, avec le temps, ils puissent nous paraître trop chargés et obscurs par endroits ». Il faut ajouter que ce texte, comme maint

autre, a été repris dans les *Œuvres capitales*, complété – nous n'oserions dire: dénaturé – par des préface, notes, post-face, elle-même annotée, qui en rendent la lecture décidément ardue.

D'Athènes à l'affaire Dreyfus

On se limite ici à l'évocation, pour l'intelligence de l'ouvrage que nous présentons au lecteur, des principales étapes de la vie de Maurras; on ne saurait en particulier donner une idée, même résumée, de l'immense bibliographie de son œuvre⁵, tant sont volumineuses non seulement ses publications chez un grand nombre d'éditeurs, mais aussi, jusqu'à la fin de sa vie et pendant ses longs séjours en prison, sa collaboration, outre *L'Action Française*, à d'innombrables revues et journaux. S'il n'a pu être ni marin ni soldat, il a été un véritable chevalier de la plume. C'est ainsi qu'en 1896, il rapporte d'Athènes, où la *Gazette de France* l'a envoyé comme reporter aux premiers Jeux Olympiques, des méditations toutes nimbées d'atmosphère, qu'il groupera sous le titre d'*Athènes: d'Athènes à Florence*. Deux ans plus tard, son journal le rappelle de Londres en raison du suicide du colonel Henry – convaincu publiquement que le document rédigé par lui pour empêcher la révision du procès d'Alfred Dreyfus, était un faux – et publiera les articles que le journal catholique et monarchiste *Le Soleil* a refusés. Il persistera, comme on sait, dans sa conviction qu'au moment où la France doit se préparer à une guerre inévitable, les dreyfusards sacrifient le salut de la République à l'intérêt d'un seul, et il ira jusqu'à écrire, en 1931, donc bien après que le capitaine a été réhabilité, décoré et promu: « Mon premier et dernier avis là-dessus a été que, si par hasard Dreyfus était innocent, il fallait le nommer maréchal de France, mais fusiller une douzaine de ses principaux défenseurs pour le triple tort qu'ils faisaient à la France, à la Paix et à la Raison. » Il faut rendre cette justice à Stéphane Giocanti que, sans chercher à innocenter Maurras ni ses détracteurs, il jette sur eux toute la lumière de sa considérable information. Il présente toute *l'Affaire* avec l'objectivité d'un

historien scrupuleux, s'attachant à cerner le personnage, sans complaisance ni parti pris, soulignant à juste titre certains de ses traits par des citations frappantes, comme celle que l'on vient de lire.

(A suivre)

DANIEL LAUFER

¹ Stéphane GIOCANTI: *Maurras, le chaos et l'ordre*. Flammarion, 2006, 575p. Il est également l'auteur de *Charles Maurras félibre* (Les Amis de la langue d'Oc, 1995) et de *Les composantes musicales dans le lyrisme de La Musique intérieure de Charles Maurras* (Le vers et sa musique, Université de Bourgogne, 2001). Voici comment l'auteur définit l'objet de son livre:

« Or, de fait, comme on va le voir, la plonge dans l'existence et les contradictions de la Cité, l'action, chez Maurras, participe à des désordres théoriques et pratiques: à côté des réussites, on lit des catastrophes. Non loin des cadences qui plaisent, on découvre des polémiques bornées. Il est arrivé à cet amant de la lumière de chuter dans des obscurités et de nourrir le chaos auquel il voulait échapper. On ne saurait se contenter de voir ici une simple contradiction intellectuelle ou psychologique dans ce qui prouve l'ampleur d'un drame, à l'échelle d'une vie et d'une aventure de l'esprit qui ont tant compté dans la première moitié du XX^e siècle. C'est ce drame que nous voudrions faire découvrir. »

² Cf. notamment la *Bonne Mort in Le Chemin de Paradis*, conte philosophique que Maurras a d'ailleurs supprimé peu avant sa mort dans l'édition de ses *Œuvres capitales* (Flammarion, 4 vol., 1954).

³ Cité p. 84.

⁴ Elle sera lancée par Moréas dans *Le Figaro* du 13 septembre 1891: « L'École romane française revendique le principe gréco-latin, principe fondamental des lettres françaises... ».

⁵ Et encore moins de la bibliographie des innombrables écrits consacrés à Maurras. Il existe une *Nouvelle Bibliographie de Charles Maurras*, par Roger Joseph et Jean Forges (éd. l'Art de voir, 2 vol., Aix-en-Provence, 1980). La bibliographie la plus récente et la plus complète est celle d'Alain de Benoist, *Bibliographie générale des droites françaises*, vol. 2, Ed. Dualpha, Coulommiers (France), 2005.

Caisse unique: la santé n'est pas chère

On a pris l'habitude de pleurer sur la cherté de la santé en Suisse. Sans doute demandons-nous trop, sans doute nous offre-t-on trop, sans doute y a-t-il du coulage dans les hôpitaux, tant par peffonnisme que par négligence, sans doute rencontre-t-on des médecins trop interventionnistes et des pharmaciens qui poussent à la consommation. Mais le rapport entre le prix et la qualité reste le meilleur du monde.

Il faut s'habituer à ce que la santé prenne dans les dépenses familiales la place que la nourriture prenait autrefois. D.

LA NATION

Rédacteur responsable:
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:
Place Grand-Saint-Jean 1
Case postale 6724, 1002 Lausanne
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)
Fax 021 312 67 14

Internet: www.ligue-vaudoise.ch
Courriel: courrier@ligue-vaudoise.ch
Imprimerie Beck, Lausanne

11 mars:

NON
à la caisse
unique

D.

Quand on part mal, on arrive pire.

D.

En ce sens, et indépendamment de toute volonté étatiste, c'est légitimement que la Confédération, par le biais de son administration, contrôlera étroitement la caisse unique et interviendra jusque dans ses procédures de décision.

Ecologie et politique

Séminaire de la Ligue vaudoise, deuxième partie

uniquement des domaines qui lui ont été explicitement confiés.

Sous le titre «Quand l'Etat s'occupe de la nature», M. Julien Le Fort nous a donné une vue d'ensemble des différentes actions gouvernementales en matière d'écologie. Depuis les années 70 les interventions de l'Etat fédéral, on s'en doute, sont multiples: loi sur la protection de l'environnement (Lpe), ordonnance sur la protection de l'air, ordonnance sur la protection contre le bruit, ordonnance sur les sites contaminés; loi sur la protection des eaux; ordonnance sur les rayons non-ionisants (Orni); loi sur l'aménagement du territoire, etc. Cette inflation législative provient notamment de l'activisme des partis politiques. Comme l'a rappelé M. Le Fort, lorsqu'un parlement s'exprime, il ne fait pas des alexandrins, il fait des lois. Or la démocratie encourage les partis à faire valoir leur attachement à l'écologie en réclamant, chaque fois qu'ils le peuvent, des mesures supplémentaires. A cet activisme partisan répond le désir inné à l'administration fédérale d'accroître ses prérogatives: la Constitution est interprétée dans le sens le plus large possible et les nouvelles techniques (comme les rayons non-ionisants des téléphones portables) entrent *ipso facto* dans les compétences fédérales, au mépris du principe selon lequel la Confédération s'occupe

pas empêcher le développement, mais celui-ci doit être envisagé dans la durée.

Notre invitée a rappelé quelques faits bruts incitant à la réflexion. Nous en citons quelques-uns: la surpêche concerne 70 % des espèces, et chaque année 40 millions de tonnes de poisson sont jetées après la capture car on ne les consomme pas; 90 % des eaux usées que l'on déverse dans la Méditerranée ne sont pas traitées; en Suisse, il y a chaque jour 200 nouvelles immatriculations de véhicules. Devant ce constat, a affirmé M^{lle} Chevalley, «il s'agit de se demander ce que l'on peut faire et ce que ces actions impliquent pour notre façon de vivre.» Industries, privés et pouvoirs publics ont chacun un rôle à jouer.

M^{lle} Chevalley, qui est chimiste de formation, a fait partager à ses auditeurs son intérêt pour l'écologie industrielle. Ainsi des fabricques voisines dans la petite ville danoise de Kalundborg se sont aperçues que certains de leurs rejets pouvaient être réutilisés dans les processus industriels de l'autre: un échange a permis de limiter les dépenses d'énergie. Coca-Cola diminue ses dépenses d'aluminium en changeant la forme de ses cannettes. Migros économise 7,5 millions de Kilowatts/heure par an en mettant des couvercles sur ses congélateurs. L'écologie industrielle peut donc être un

moyen pour les entreprises d'augmenter leurs profits.

Selon M^{lle} Chevalley la population peut et doit également changer son comportement, en particulier acheter des produits locaux. En effet il y a un certain degré d'absurdité à importer des tonnes d'eau minérale d'Italie alors que la Suisse en regorge et que ses tunnels transalpins sont encombrés. Et que dire des carottes acheminées depuis l'Afrique du Sud? Les particuliers pourraient également choisir des voitures appropriées à leurs besoins.

Enfin l'Etat doit mettre en place des mesures facilitant l'utilisation d'énergies renouvelables et diminuant la consommation, comme le programme fédéral «Suisse énergie» qui aujourd'hui rapporte davantage qu'il ne coûte. Les communes trouvent des solutions intéressantes à leur échelle. A Isérables, par exemple, l'eau de sa source, tombant avec une pression excessive, était ralentie dans un bassin. La commune a ajouté une turbine afin d'en tirer de l'électricité.

En un mot, il faut «penser global, agir local». La passion de M^{lle} Chevalley pour la recherche de solutions concrètes et relevant du simple bon sens nous ont fait constater que cette phrase pouvait être autre chose qu'un slogan creux.

NICOLAS DE ARAUJO

Revue de presse

A quoi sert le réchauffement?

Cette lettre d'un lecteur de Nyon, M. Sylvain Gysler, dans *L'Hebdo* du 22.02.2007 a retenu notre attention:

[...] Les politiciens prédisent quotidiennement un avenir sombre en annonçant de futures catastrophes écologiques causées par l'activité humaine. Cette dernière étant la responsable de tous les malheurs de la planète et, dans le cas présent, du réchauffement climatique.

Toutefois, de plus en plus de scientifiques démontrent que la théorie du réchauffement n'est pas prouvée et que les causes réelles sont incompréhensibles. Ainsi, si l'Arctique se réchauffe, l'Antarctique voit ses températures diminuer et, finalement, la planète devrait se réchauffer de 0,8 degré durant le XXI^e siècle. Pas de quoi en faire un drame.

Ce type de propagande a commencé durant les années 80 quand les organisations écologistes annonçaient la mort des forêts. En 2007, nos arbres ne sont pas menacés et sont même dans un très bon état selon un rapport de l'Office de l'environnement.

Alors pourquoi une nouvelle «propagande verte» dans le but inavoué d'effrayer la population? Ne seraient-ce que de nouveaux alibis afin d'augmenter des taxes et impôts qui gangrèneront peu à peu notre économie et nous font perdre des emplois? [...]

Réchauffement de la planète? Causes humaines ou non? Nos compétences scientifiques quasi nulles nous empêchent de nous prononcer. Cependant le coup de «la mort des forêts» qu'on nous a joué il y a quelques années nous rend méfiant face au battage scientifopolitico-médiatique que nous subissons aujourd'hui. Comme le souligne très bien M. Gysler, de telles campagnes aboutissent toujours à une extension de la fiscalité.

E.J.

Bonne question!

Le *Nouvelliste* du 22.02.2007, sous le titre: «Journal de carnaval», publie quelques considérations pertinentes sous

Yougo-Verso

Nous sommes tombés récemment sur un petit magazine gratuit, *Yougo-Verso*, joliment illustré et se définissant comme «Le journal des jeunes Lausannois originaires d'Ex-Yougoslavie». Rédigée par des jeunes issus de l'ancienne Yougoslavie mais ayant grandi dans notre pays, cette publication unique a été patronnée par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) à l'occasion de sa conférence annuelle, qui se déroula le 3 novembre 2006 à Lausanne sur le thème de «la jeunesse dans les Balkans». Le but du projet était, aux dires de la rédactrice en chef Corinne Bloch, de «faire comprendre aux lecteurs tout le potentiel et tout le dynamisme de ces jeunes des Balkans établis chez nous». Il s'agit également de combattre certains préjugés à l'égard de ces populations immigrées. Huit journalistes en herbe tantôt s'essayaient à l'enquête ou à l'interview (de gens ordinaires ou de la réalisatrice yougoslave Andrea Staka, primée au festival de Locarno pour son film *Das Fräulein*), tantôt racontent leur expérience personnelle de réfugié ou de Suisse naturalisé, ayant leurs origines ailleurs mais dont la vie s'est construite ici.

La double appartenance est un thème récurrent dans la plupart des témoignages. On retrouve parfois le phénomène bien connu des «chez nous», ces personnes qui dans leur pays d'accueil disent «chez nous» en parlant de leur patrie d'origine et qui, lorsqu'elles se rendent là-bas, utilisent le même terme pour parler de leur patrie d'adoption. Plusieurs de ces jeunes ont subi de près ou de loin les conséquences de la guerre, certains ont connu des difficultés d'intégration mais presque aucune plainte ne se lit dans leurs témoignages; même ceux que le statut de réfugié place dans une certaine incertitude quant à l'avenir sont reconnaissants d'avoir pu bénéficier de l'accueil en Suisse. Globalement les jeunes en question semblent bien intégrés, si bien qu'ils se demandent au contraire comment ils pourront s'assimiler sans perdre complètement leur identité d'origine. Nous avons

trouvé ces témoignages intéressants, parfois touchants.

Cela mis à part, quelques interrogations nous viennent à l'esprit. D'abord, toutes les nationalités de l'ex-Yougoslavie ne sont pas représentées dans le journal. Il n'y a pas de Slovène ni de Macédonien ou de Croate (de Croatie même ou de Bosnie) parmi les rédacteurs et les personnes interviewées¹. L'absence de Slovènes ne nous surprend guère puisqu'ils ne sont pas très nombreux à s'être établis en Suisse, mais on s'étonne qu'une communauté importante comme celle des Croates ne se trouve pas du tout représentée dans *Yougo-Verso*. D'autre part, le journal fait la part belle aux Albanais du Kosovo et, dans une moindre mesure, aux Bosniaques musulmans (à en juger par les patronymes) par rapport aux Serbes. Ce «déséquilibre» correspond peut-être à la proportion des divers immigrés ex-yougoslaves dans notre pays. Il laisse néanmoins songeur. Le Département fédéral des affaires étrangères milite activement pour l'indépendance du Kosovo, la province serbe ayant été pratiquement vidée de toutes minorités non albanophones. Ce même département finance en Suisse même des opérations de relations publiques visant à donner une bonne image des jeunes issus de l'Ex-Yougoslavie. Mais posons franchement la question: Mais immigrés des Balkans, à part les Albanais, souffrent d'une mauvaise image auprès des Suisses? On ne peut s'empêcher de trouver étrange qu'une publication soutenue par la DDC semble refléter, du point de vue de la représentativité, la politique poursuivie par le DFAE, clairement partielle en faveur du nationalisme albanais au Kosovo, voire en faveur de l'islamisme balkanique.

¹ Parmi les personnes dont le journal publie le témoignage ou l'interview, on dénombre treize Albanais du Kosovo; neuf Bosniaques musulmans; huit Serbes (dont un Serbe de Bosnie); un Monténégrin; deux de nationalité non spécifiée. Parmi les huit rédacteurs/rédactrices de *Yougo-Verso*, il y a: trois Albanais du Kosovo; trois musulmans de Bosnie; deux Serbes.

N. DE A.

Ph. R.

A bas la bipolarisation!

Les avantages prétendus de la bipolarisation

Le vendredi 23 février 2007, M. Philippe Barraud publiait sur son site internet *commentaires.com* un article intitulé *Vive la bipolarisation!* Empruntant largement à des exemples français, ce texte expliquait combien il est illusoire de «prétendre gouverner un pays en dehors des catégories classiques de la gauche et de la droite». M. Barraud nuancait cependant son propos. Il reconnaissait les défauts de cette vision du monde, qui «simplifie les choses à outrance», «empêche de trouver des solutions de bon sens», «soumet la politique à des enjeux idéologiques» et «masque les besoins réels de la population». Las, le reste du texte justifiait bel et bien son titre.

Des considérations consacrées aux partis du centre et à leurs concurrents menaient le lecteur à une apologie des catégories «gauche» et «droite», ainsi qu'à un panegyrique de l'approche idéologique. Nous citons: «[La bipolarisation] permet... de prendre des décisions cohérentes sur le long terme et de s'y tenir, ce que ne permet pas la navigation au jour le jour des gens qui n'ont pas de structure idéologique. Elle permet enfin l'alternance, ce qui est par nature impossible avec un centre incolore, puisqu'on ne pourrait que le

remplacer par un autre centre incolore.»

La lutte pour le pouvoir et l'exercice de celui-ci

M. Barraud condamne assez sévèrement un facteur de grande instabilité politique, puis en loue les effets électoraux, pour finir par lui attribuer la capacité de concilier la cohérence des décisions sur le long terme avec l'alternance du pouvoir. Ce faisant, il nous permet de distinguer entre la séduction des électeurs et la capacité à gouverner un pays.

Si la conformité à une idéologie permet de «faire le malin» en campagne électorale, elle oblige par là même à se raidir dans une attitude détachée de la réalité. L'idéologie condamne toute approche circonstanciée et fait fi du pays tel qu'il a été, tel qu'il est et tel qu'il sera vraisemblablement. L'alternance du pouvoir à la française n'arrange rien. Elle occulte seulement la constance des idéologues les plus fidèles. Les élus étant bientôt remplacés par leurs contradicteurs, on défait rapidement ce qui a été fait et on refait tant bien que mal une partie de ce qui a été défait.

La gauche et la droite

Depuis la Révolution française, la naissance de nouvelles factions situées tout à gauche rejette régulièrement à droite les malheureux partis plus anciens. L'histoire vaudoise nous le prouve à l'envi: les libéraux furent repoussés vers la droite par les radicaux, les radicaux se virent repoussés par les socialistes, les socialistes s'embourgeoisèrent... A l'instar de l'UDC, mêmes les droites que les journalistes disent aujourd'hui extrêmes sont en fait plébéennes comme les socialistes de l'entre-deux-guerres. Le célèbre Jean-Marie Le Pen a beau sentir le soufre, cela n'y fait rien. Les partisans des droites modérées d'il y a cinquante ou cent ans le traiteraient de gauchiste.

Le glissement de tout parti de la gauche vers la droite s'explique par l'omniprésence des «immortels principes» de Liberté et d'Égalité. Plus personne ne peut sérieusement compter se faire élire sans y souscrire. Les partis de droite sont donc toujours sur la défensive. Résumé à l'extrême, leur discours tient en une phrase: «Nous réaliserons le programme de la gauche mieux qu'elle, car nous sommes plus efficaces.» Les partis de droite ne savent pas être autre chose que des gauches désavouées par des factions plus égalitaristes et plus libertaires qu'ils ne le sont. Ils demeurent en permanence soumis à la surenchère de progressistes plus radicaux, qui leur reprochent leur inconséquence et dont ils subissent la domination idéologique.¹

La bipolarisation cumule les désavantages. En plus de diviser les nations, elle nous induit à croire que l'«idéologie de droite» existe bel et bien, alors que les partis aujourd'hui à droite ne sont jamais que des gauches à l'ancienne.

Le centre

Orages de l'affrontement entre la gauche et la droite, les électeurs se croient bien souvent obligés de choisir leur camp... au moins le temps d'une discussion de bistrot. Or, il n'est rien de moins excitant que de se dire centriste. Devoir se poser en partisan du bon sens et de l'équilibre face à un

gauchiste ou un libéral n'est même pas triste. C'est tristounet.

Se dire centriste implique de parler de la gestion des affaires de l'Etat et de la société à des gens qui n'en ont souvent rien à faire. Cela constitue un bon moyen de plomber la conversation. De plus, cette attitude oblige à plonger le nez de ses contradicteurs en plein dans leurs incohérences. Par exemple, le centriste se trouve contraint de signaler à l'étatiste de gauche que ses idées ne laissent pas la moindre place à sa liberté chérie. Pareillement, le centriste se voit forcé d'avertir le libéral d'une bien triste réalité: une intervention massive de l'Etat sanctionne obligatoirement toute libéralisation d'une certaine importance. Le libéral est un étatiste par la force des choses.

Le long terme

Le centre ne peut être valablement occupé que par une personne ou un groupe durablement au pouvoir. Celui-là seul pourra se préoccuper de rétablir ou d'entretenir les mille équilibres nécessaires à la vie sociale. Celui-là seul pourra dire sans faire sourire: «Je suis pour les ouvriers de mon pays, mais je suis aussi pour les patrons qui les font travailler; je suis pour un contrôle des dépenses militaires, mais je crois qu'il faut investir dans la modernisation de tel ou tel système d'armement; je suis pour la liberté d'expression, mais dans le respect des mœurs... je suis un défenseur des choux, mais il faut nourrir toutes ces fichues chèvres.»

Malheureusement, la démocratie empêche quiconque d'occuper durablement le pouvoir politique. Elle autorise les personnes très populaires à s'installer un peu, mais la brièveté des mandats politiques et l'obligation de repasser devant les électeurs minent toute idée de long terme chez la plupart des élus.

Prenons l'exemple de notre grand voisin. Au vu de l'histoire de France et de la difficulté à gouverner par à-coups, même le septennat était une durée ridiculement courte. Au vu de la longue vie de la nation française, même le funeste François Mitterrand n'est pas resté bien longtemps au sommet de l'Etat. En proie à la soif du pouvoir et dans l'obligation d'acquiescer, de conserver et de mettre à profit le plus rapidement possible une position ex-

trêmement mal assurée, ce triste sire et ses semblables auront finalement consacré le plus gros de leur carrière politique à s'occuper... de leur carrière politique. Cela ne leur aura laissé que peu temps, d'énergie et de motivation pour œuvrer au bien commun national.

Ce que nous voulons de nos hommes d'Etat

Nous nous accordons avec M. Barraud pour reconnaître les limites d'un système dont nous ne sommes pas des adorateurs. Or, quoi qu'on puisse en penser, nous vivons en démocratie. Tant que cet état de fait perdurera, il nous faudra en faire façon.

Nous demeurons prudents face aux promesses de ces deux vilaines jumelles que sont les idéologies de gauche et de droite. Pareillement, nous nous défions des partis du centre, qui, tel le PDC, chipent de mauvaises idées à tous leurs concurrents. Cependant, au vu de l'instabilité intrinsèque du régime démocratique et des ressemblances frappantes entre tous les partis, confier à nos discutables élus de longs mandats non renouvelables réduirait certains défauts du système.

Nous nous distançons de M. Barraud lorsqu'il vante le mérite des étiquettes partisanes sous prétexte qu'elles permettent au citoyen «de se situer, et de savoir à quel monde rêve le politicien auquel il donne sa voix.» Politiquement, nous nous situons comme Vaudois. Cela nous suffit. Citoyens d'un Pays que nous aimons, nous ne demandons pas à ceux qui prétendent obtenir nos voix de rêver à quelque monde que ce soit. Nous leur demandons de gouverner une partie du monde réel. Cette tâche peut paraître plus modeste, elle est en fait beaucoup plus ambitieuse. Et c'est en fonction de leur capacité à remplir cette tâche que nous devrions choisir nos chefs.

PIERRE-FRANÇOIS VULLIEMIN

¹ Pour en finir avec la question de la gauche et de la droite, ou pour écrire quelques lignes à ce propos, faites comme l'auteur du présent article: allez voir «La droite introuvable», texte de la plume de M. Denis Ramelet, publié aux pages 59 et suivantes du Cahier de la Renaissance vaudoise N° CXXXII, *Contre-poisons* 5.

Le Coin du Ronchon

Trop à la mode: pas cool!

Décidément, les jeunes d'aujourd'hui ne sont plus ce qu'ils étaient. On vient encore d'en avoir un cuisant exemple à Bâle, où les écoliers qui restaient le port d'un uniforme depuis six mois ne veulent pas poursuivre cette expérience. Le directeur de l'établissement explique que «les élèves ne sont plus convaincus par les différentes pièces composant les uniformes. Elles sont *trop à la mode* et ne permettent pas d'identifier les participants à leur école.»

Ah les sales gosses! C'était bien la peine de faire mai 68 pour que les poches du XXI^e siècle viennent ensuite réclamer de beaux uniformes comme dans Harry Potter! Cette attirance pour l'ambiance surannée du collège de Poudlard explique d'ailleurs pourquoi ces fameux romans ont été jugés malsains pour la jeunesse: ils la pervertissent en lui donnant des goûts conservateurs!

Trop à la mode!

Une escouade de psychologues, pédagogues et autres experts s'est précipitée pour analyser l'échec. Du bout des lèvres, on admet qu'on pourrait éventuellement poursuivre l'expérience avec de nouveaux habits «plus clas-

sa 99^e année.

Condoléances

Veuve de M^e Pierre Bolomey, qui fut longtemps rédacteur en chef de notre journal, M^{me} Alexandra Bolomey-Perakis a eu le chagrin de perdre son fils François, décédé dans sa 56^e année.

Les plus anciens d'entre nous se souviennent de M. Roger Pache, journaliste indépendant à Payerne, qui a été pendant toute sa vie un pilier de notre mouvement dans la Basse-Broye. Sa veuve, M^{me} Germaine Pache-Combremont, s'est éteinte à Moudon dans sa 99^e année.

Nous disons notre vive sympathie aux deux familles éprouvées par le deuil.

Réd.

LE RONCHON